
[Indonésie : l'approche alternative de gestion communautaire des forêts](#)

L'ONG Down to Earth vient de conclure un rapport spécial, intitulé "Forests, people and rights" (Les forêts, les peuples et les droits), qui fournit des informations analytiques très détaillées sur la situation des forêts en Indonésie. Les paragraphes suivants ont été extraits du chapitre "Community forest management: the way forward" (La gestion communautaire des forêts: le chemin à suivre) et nous conseillons @ux lecteurs comprenant l'@nglais la lecture intégrale du document (voir détails à la fin de l'article).

D'après cette étude, les peuples des forêts ont été considérés par la puissante industrie du bois indonésienne ainsi que par les successifs gouvernements de Jakarta comme faisant qu'obstacle à l'exploitation rentable des forêts. Leurs connaissances et leurs habiletés n'ont été reconnues qu'il y a très peu de temps.

Pourtant, la gestion communautaire des forêts représente une approche alternative qui place les peuples des forêts au centre de la prise de décisions et les considère non pas comme un problème à surmonter mais comme faisant partie intégrante de la solution. Le mouvement communautaire des forêts de l'Indonésie considère que la domination de l'état, la nature centralisée de la gestion des forêts, le refus de l'état à reconnaître les droits indigènes, sont les principales causes de déforestation et de dégradation des forêts.

La gestion communautaire des ressources naturelles cherche à assurer l'accès aux ressources des forêts, ainsi que leur contrôle, aux peuples habitant dans les forêts et leurs alentours. Ce sont des peuples dont le bien-être économique, social, culturel et spirituel, dépendent des forêts. La gestion des forêts est nécessaire en vue d'assurer la sécurité intergénérationnelle et d'augmenter la probabilité de durabilité. Elle est basée sur trois principes:

- les droits et les responsabilités sur les ressources de la forêts doivent être clairs, sûrs et permanents;
- les forêts doivent être gérées de façon adéquate pour permettre la circulation de bénéfices et de valeur ajoutée;
- les ressources de la forêts doivent être transférées dans de bonnes conditions dans le but d'assurer leur viabilité future.

Les communautés désireuses d'adopter, de construire ou de développer des programmes de gestion communautaire doivent relever de sérieux défis, car les impératifs politiques et économiques élargis des institutions financières internationales donnent la priorité aux bénéfices provenant de l'exploitation du bois, les politiques des gouvernements centraux restent ancrées dans le passé, il faut combattre la corruption généralisée, faire face à de violentes menaces et lutter contre l'intimidation -favorisées par la faiblesse de l'autorité judiciaire-, résister à une force de police qui agit impunément.

Les peuples des forêts doivent aussi relever des défis internes. La prise de décisions au sein des communautés indigènes est parfois hiérarchique : les femmes, les membres les plus pauvres de la

communauté (notamment ceux qui ne possèdent pas de terres et les familles de moindres ressources) ainsi que les usagers saisonniers des forêts manquent souvent de voix lors des discussions sur la façon de distribuer les ressources de la forêt. Les peuples des forêts doivent également faire face aux changements : des peuples, dont les générations précédentes ne pratiquaient qu'une agriculture de subsistance à l'intérieur de la forêt et n'avaient presque aucun besoin d'argent en espèces, ont aujourd'hui besoin d'argent pour acheter des vêtements, des uniformes et des livres scolaires, des moteurs hors-bord pour les canots (et le diesel nécessaire), ainsi que pour accéder aux soins médicaux. Le frais de transport et de logement encourus lors des visites en vue de faire pression sur les fonctionnaires de l'administration centrale et municipale est devenu un poste courant dans le budget des peuples des forêts.

Mais les forêts elles-mêmes, desquelles dépendent ces styles de vie, ont aussi changé. De larges surfaces de forêts, conservées intactes par le passé en gage d'assurance pour les temps difficiles ou en héritage pour les générations futures, ont été, dans le meilleur des cas, taillées pour son bois, et dans le pire des cas, éliminées pour faire place à des plantations. Des produits de valeur comme la résine, le rotin, les fruits des forêts, qui étaient souvent commercialisés par le passé, se font de plus en plus rares, ainsi que les plantes médicinales utilisées par les chamans dans des traitements traditionnels. A mesure que les forêts disparaissent, disparaissent avec elles les aptitudes et les connaissances des communautés indigènes.

Les communautés indigènes ne sont pas les seules à habiter dans les forêts indonésiennes subsistant encore et dans leurs alentours. Des migrants provenant d'autres régions (y compris d'autres îles), des paysans dépossédés par les plantations et par l'urbanisation croissante, des travailleurs des mines, constituent autant de secteurs de population qui sont en train de revendiquer leurs droits sur les territoires et les ressources des forêts. Certains y ont habité durant des générations. Il s'avère alors nécessaire de mener à bien des négociations entre tous les groupes en question si l'on désire éviter des conflits.

Les peuples des forêts indonésiennes ont pris conscience de la nécessité d'adapter leurs institutions au monde changeant d'aujourd'hui et ils sont en train de débattre sur des sujets tels que l'identité, la souveraineté, la représentation légale, aussi bien en interne dans chaque communauté qu'en externe entre plusieurs d'entre elles. Ils sont en train, également, de mettre à profit les nouvelles possibilités offertes par les alliances régionales et nationales des peuples indigènes (AMA et AMAN) en vue de faire avancer les débats.

Les organisations de la société civile, ainsi que de plus en plus d'agences de financement indonésiennes et étrangères, conviennent qu'un soutien cohérent aux peuples des forêts qui leur permette de développer leurs propres organisations, fortes, dynamiques, inclusives et démocratiques, constitue un facteur essentiel du problème si l'on veut recueillir un large consensus concernant la gestion des forêts de base communautaire et si l'on veut modifier efficacement le régime d'exploitation du bois, de nature extractive, qui s'est avéré si désastreux jusqu'à aujourd'hui.

Article extrait de : "Forests, People and Rights", rédigé par Liz Chidley, édité par Carolyn Marr. Down to Earth, International Campaign for Ecological Justice in Indonesia, Rapport spécial de juin 2002, <http://dte.gn.apc.org/srfm.htm>

